



BURUNDI : EMPLOI DES JEUNES



55,2% DE JEUNES DU MILIEU RURAL ET 65,4% DU MILIEU URBAIN N'ONT PAS D'EMPLOI



LE CHOMAGE DES JEUNES :

- **UN DEFI POUR LA JEUNESSE BURUNDAISE ET POUR LE PAYS.**
- **UN FACTEUR DE LA VIOLENCE ET DE L'INSECURITE DANS NOTRE PAYS**
- **UNE CRISE ECONOMIQUE, SOCIALE ET POLITIQUE**

En Partenariat avec CORDAID BURUNDI

1. INTRODUCTION

Le Burundi est un pays enclavé de l'Afrique des Grands Lacs actuellement membre de la Communauté Est Africaine. Sa superficie est de 27.834 km² et d'après le recensement réalisé en 2008, la population est de 8.053.574 habitants dont 50.8% sont des femmes avec une des plus fortes densités du continent africain, soit 340 habitants par km². Le taux de croissance du PIB était de -3,9% en 2015 selon les données publiées par la Banque Mondiale.

En conséquence, le Burundi s'enlise dans une crise de l'emploi générée par les faibles performances de sa croissance économique ces trois dernières décennies. Inférieure à 5 % pour la décennie 1980, négative pendant les années 1990, elle s'est accompagnée d'un accroissement de la pauvreté qui est passée de 35 % en 1990 à 67 % actuellement après avoir atteint un pic de 81,3 % en 1998. La petite amélioration enregistrée entre 2006 et 2009, avec un taux de croissance annuelle de 4%, n'a pas beaucoup changé la donne. Pour la période 2012-2015, les projections tablaient sur une croissance annuelle de 6,9% mais la crise électorale de 2015 a tout compromis accentuant ainsi la situation de chômage particulièrement chez les jeunes où ce problème prend l'allure d'une véritable calamite nationale.

Dans le but d'appuyer le Gouvernement dans la recherche des solutions au chômage des jeunes, les organisations de la société civile ADISCO et REJA en partenariat avec CORDAID ont commandité une étude en vue de mettre à la disposition des différents acteurs, des données fiables et actualisées sur cette problématique. La présente note constitue un outil de plaidoyer conçu par ces organisations afin de sensibiliser les différents acteurs sur l'ampleur de ce problème, de proposer des solutions urgentes et partant les mobiliser afin que chacun, en ce qui le concerne, apporte sa pierre à l'édifice.

2. LE CHOMAGE DES JEUNES : CHIFFRES ET FAITS

2.1. Le chômage des jeunes burundais aux allures d'une calamite nationale.

Une étude réalisée en 2016 par le Consortium ADISCO et REJA montre que le chômage des jeunes en milieu rural table sur 55,2% contre 65,4% en milieu urbain.

En tenant compte des différentes régions du pays, le Centre enregistre 52,5% de jeunes chômeurs ; le Centre Est 55,4% ; le Centre Ouest 75% ; le Nord 54,9% tandis que le Sud enregistre 38,1%.

2.2. Les jeunes femmes vivent le chômage plus que les jeunes hommes

Selon les données résultant de l'étude citée en supra, la moyenne nationale montre que les jeunes femmes en emploi représentent seulement 33,6% contre 66,4% pour les jeunes hommes. Ce qui dénote une forte disparité liée au sexe en termes d'accès à l'emploi.

2.3. Le secteur privé comme principal pourvoyeur d'emploi chez les jeunes

Les données fournies par l'étude précitée montrent que le secteur privé est le plus grand pourvoyeur d'emploi et occupe 77,74% des jeunes contre seulement 26,26% pour le secteur public.

3. ENJEUX ET DEFIS

3.1. Inadéquation formation et emploi, un facteur criant du chômage des jeunes au Burundi

Les données fournies par l'étude reprise en supra montrent qu'en milieu rural et sur le plan national, 55,3% des jeunes qui travaillent avouent que leur emploi n'est pas en adéquation avec la formation reçue contre 44,7% de jeunes qui disent le contraire.

3.2. Le chômage, un véritable challenge pour les jeunes burundais et pour le pays

La durée du chômage est un indicateur majeur pour appréhender l'acuité de cette problématique et l'incidence qu'elle peut avoir sur la vie des jeunes, leurs familles et la société d'une façon générale. Les données de l'étude précitée ont permis de constater que dans l'ensemble, la durée du chômage est élevée au Burundi.

En effet, la majorité des jeunes chômeurs sont en quête du premier emploi dans une période allant de 1 à 5 ans jusqu'aux proportions de 69% à 93,5 % selon les régions. Dans la période allant de 5 à 10 ans, on enregistre ces proportions : au Centre 11,1%, au Centre Est 12,1%, au Centre Ouest 17,9%, au Nord 6,5%, au Sud 21,8% et 18,3%.

3.3. Le chômage des jeunes au Burundi : un avenir incertain ?

Rester au chômage pendant 10 ans et plus après plus de vingt ans par exemple sur le banc de l'école est un désastre pour le pays en général et pour les jeunes en particulier. Le manque d'emploi provoque une psychose chez les jeunes. Une psychose allant de la crainte de ne pas survivre au désir profond de se laisser aller aux manipulations de toutes sortes. La plupart des jeunes que nous côtoyons s'expriment franchement et évoquent un avenir incertain. Un regard factuel sur les effets néfastes du chômage tels que exprimés par les jeunes :

Il ressort de l'étude que le chômage et le sous-emploi des jeunes ont des effets suivants :

- ☞ Le désespoir des jeunes et des parents
- ☞ Le manque de confiance en l'Etat
- ☞ Un sentiment de révolte intérieure
- ☞ Le sentiment d'abandon
- ☞ La radicalisation de l'attitude à l'égard de la société
- ☞ Une perte de l'estime de soi
- ☞ La frustration
- ☞ Le banditisme
- ☞ La prostitution
- ☞ La vulnérabilité face à des manipulations de toutes sortes
- ☞ Le manque de motivation...

3.4. Comment en est-on arrivé là ?

Les facteurs sous-jacents à l'origine du chômage sont liés au faible développement du secteur privé, au ralentissement ou à la quasi inexistence des recrutements dans la fonction publique, à l'inadéquation des profils de formation, à l'absence d'une Politique Nationale de l'Emploi et à la mauvaise connaissance du marché du travail. A cela s'ajoutent des problèmes de gouvernance dans la gestion des opportunités d'emploi, d'inaccessibilité au système formel de financement, d'insuffisance de structures d'encadrement à l'auto-emploi et de faible diversification des créneaux porteurs d'emploi.

4. PROPOSITIONS URGENTES POUR LA PROMOTION DE L'EMPLOI DES JEUNES ?

☞ Mettre en place une politique forte de l'auto emploi des jeunes

La jeunesse est caractérisée par la passion, le zèle, l'ambition, la créativité, le goût du risque, la force physique, une capacité d'adaptation : des qualités propres aux entrepreneurs. C'est dire que si la jeunesse était soutenue et encadrée comme il se doit, elle pourrait sortir du chômage, se développer et contribuer au développement socio-économique du pays. A cet effet, il est urgent de mener les actions suivantes :

- Mettre en place un Fonds de garantie pour les jeunes qui veulent entreprendre mais qui buttent sur le problème d'accès au crédit. Ce fonds pourrait être renforcé par les contributions des Partenaires Techniques et Financiers.
- Développer les PME et promouvoir l'auto emploi des jeunes à travers la levée des contraintes institutionnelles (incitations fiscales, exonération fiscale sur les deux premières années pour les jeunes entrepreneurs, etc.), la promotion de l'éclosion de pôles de croissance.
- Encourager le changement de mentalités et l'entreprenariat chez les jeunes.

☞ Réviser les curricula de formation pour l'adéquation formation et emploi

Il est urgent de former les jeunes en fonction des besoins. Ceci nécessite une forte sensibilisation auprès des publics cibles. Mais aussi une prise des mesures visant à restreindre les diplômés de l'enseignement général. Ce, à travers la création des établissements d'enseignement technique, commercial et industriel, des universités et grandes écoles technologiques.

☞ Mettre en œuvre des réformes institutionnelles et renforcer les structures de l'emploi

Le Gouvernement du Burundi a fait des efforts louables pour renforcer le cadre institutionnel en lien avec l'emploi. On citerait notamment l'adoption de la Politique Nationale de l'Emploi, la mise en Place des Structures Gouvernementales chargées de la promotion de l'emploi et de l'insertion socio-économique des jeunes (OBEM, ABEJ), etc. Toutefois, l'urgence de mener les actions suivantes s'impose :

- La question de l'emploi des jeunes étant transversale, il est impérieux de créer un cadre de consultation regroupant tous les acteurs intervenant dans la création de l'emploi des jeunes au Burundi, pour mutualiser les informations et réflexions relatives à la situation de l'emploi des jeunes ;
- Renforcer les structures de l'emploi
- Elaborer et mettre en œuvre une stratégie d'opérationnalisation de la Politique nationale de l'emploi (PNE)
- Mettre en place des mesures incitatives pour les entreprises privées qui acceptent de participer aux programmes d'insertion professionnelle des jeunes, afin de favoriser une intégration souple des demandeurs d'emplois dans les entreprises ;

5. CONCLUSION :

Le Burundi, comme la plupart des pays en développement, caractérisé par une croissance vertigineuse de sa population, fait face à une situation sans précédent entre la demande et l'offre d'emploi : une grande tranche de jeunes diplômés tout comme ceux ayant un faible niveau de scolarisation ou non sont confrontés au chômage.

VAINCRE LE CHOMAGE DES JEUNES AU BURUNDI : UN PARI COLLECTIF

La présente note de plaidoyer renseigne sur la problématique du marché de l'emploi et du travail au Burundi et essaie de mettre en évidence les enjeux et les défis en rapport avec l'emploi des jeunes au Burundi. On retient essentiellement que le chômage des jeunes en milieu rural table sur 55,2% contre 65,4% en milieu urbain.

Au regard de l'ampleur du chômage des jeunes et ses conséquences, les réponses à la crise de l'emploi chez les jeunes nécessitent des actions urgentes en l'occurrence : (i) la mise en place d'une politique forte de l'auto emploi des jeunes ; (ii) la révision de curricula de formation pour l'adéquation formation et emploi et (iii) la mise en œuvre des réformes institutionnelles et le renforcement des structures d'appui à l'emploi.

Le problème est grave, le chômage des jeunes constitue une bombe à retardement pouvant exploser à tout moment. Il faudrait la désamorcer pendant qu'il est encore temps.

Il faut donc agir très vite et avec beaucoup de détermination. C'est la condition sine qua none pour la stabilité et le développement de notre pays.

Pour toute information complémentaire, contacter :

1. ADISCO (Appui au Développement Intégral et à la Solidarité sur les Collines)

Adresse :

2. REJA (Réseau des Organisations des Jeunes en Action pour la paix, la Réconciliation et le Développement)

Adresse :